



# Revue de presse



Dimanche 16 Mars 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Introduction officielle de la BDL à la bourse d'Alger

La Banque de développement local (BDL) a été officiellement introduite, jeudi, à la Bourse d'Alger, d'où le début de cotation de ses actions, devenant ainsi la deuxième banque à rejoindre le marché financier.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Grands projets: le PPP, catalyseur pour renforcer l'outil national de réalisation

Le partenariat public-privé (PPP), mode de financement et de gestion des grands projets d'infrastructures socio-économiques, doit non seulement alléger le budget de l'Etat, mais aussi favoriser l'émergence de sociétés "championnes" dans ce secteur, ont souligné des responsables et des experts.

## [La première cotation a eu lieu jeudi : La BDL entre officiellement en Bourse](#)

La première séance de cotation de la Banque de développement local (BDL) a eu lieu jeudi dernier. La banque est ainsi officiellement entrée à la Bourse d'Alger, marquant un autre pas dans la dynamisation du marché boursier en attendant que la liste s'allonge.

## [Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : Des décrets exécutifs pour renforcer les modalités de gel et de saisie des avoirs](#)

Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Algérie renforce son cadre de prévention et procédures de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

## [Introduction en bourse de la BDL : Un tournant historique pour le marché financier](#)

La Bourse d'Alger a franchi une nouvelle étape majeure, avec l'introduction officielle, jeudi dernier, de la Banque de Développement Local (BDL), devenant ainsi le deuxième établissement bancaire public coté après le Crédit Populaire d'Algérie (CPA).

L'opération de cotation des actions de la BDL a été lancée au siège de la Bourse d'Alger par le directeur général du Trésor public, Hadj Mohamed Sebaa, représentant le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, en présence du directeur général par intérim de la BDL, Mohamed Mebarek, et du directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs mobilières (SGBV),

Yazid Benmouhoub, ainsi que du président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada, du délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid, et de cadres du secteur financier.



## Marché financier

### La BDL officiellement en Bourse

La Société privée « Ayrade » cherche également à entrer en Bourse afin de financer un projet ambitieux de création d'un data center moderne.

L'ouverture du capital des banques publiques se poursuit sur un rythme soutenu. Après le succès incontestable du CPA, l'opération de cotation des actions de la BDL a été lancée jeudi, au siège de la Bourse d'Alger par le directeur général du Trésor public, Hadj Mohamed Sebaâ.



### La BDL fait son baptême du feu

La Banque de développement local (BDL) a franchi une étape historique en étant officiellement introduite jeudi dernier à la Bourse d'Alger, devenant ainsi la deuxième banque à rejoindre ce marché financier. Cette opération a été lancée au siège de la

Bourse d'Alger en présence de plusieurs personnalités clés du secteur financier. L'introduction en Bourse permet à la BDL de renforcer ses fonds propres, passant de 103 milliards DA à 147,4 milliards DA, grâce à l'émission de 44,2 millions d'actions.



### **Pouvoir d'achat par habitant: L'Algérie dans le Top 10 africain pour 2025**

Les réformes économiques et les différentes mesures prises par le gouvernement en faveur de la relance de l'investissement et de la préservation du pouvoir d'achat ont fini par se déteindre positivement sur le classement de l'Algérie au niveau continental et international.

En effet, après avoir décroché les bons points de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire international, FMI, l'Algérie vient de se classer dans le Top 10 du pouvoir d'achat par habitant les plus élevés en Afrique pour l'année 2025.



### **Europe, Afrique : ces destinations prometteuses pour le «made in Algeria»**

Le développement des exportations hors hydrocarbures est le cheval de bataille de la politique économique du pays qui cherche à sortir graduellement de l'emprise des hydrocarbures.

Avec les chamboulements et les bouleversements que connaît la scène économique internationale, notamment dans son volet commercial, de nouveaux défis sont imposés aux entreprises algériennes dans leur quête de nouveaux marchés.



### **Facilitations et soutien à l'investissement : L'AAPI mobilise ses guichets**

Tenue de relever dans les bons délais le grand challenge fixé par les hautes autorités du pays d'atteindre un total de 20 000 nouveaux projets d'ici la fin du quinquennat en cours, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) continue de se mobiliser et d'intensifier ses efforts, tant au niveau

central que local, afin de soutenir et de faciliter au mieux l'acte d'investir à travers l'ensemble du territoire national.



### **La BDL officiellement introduite à la Bourse d'Alger**

La Banque de développement local (BDL) a été officiellement introduite, jeudi, à la Bourse d'Alger, d'où le début de cotation de ses actions.

La BDL devient ainsi la deuxième banque à rejoindre le marché financier.

Un événement important pour le secteur financier



### **Partenariat public-privé, le projet de loi en cours de finalisation**

Les acteurs économiques réaffirment que le partenariat public-privé (PPP) est un catalyseur national pour la consolidation de l'outil national de réalisation des grands projets stratégiques en particulier.

Ces acteurs se sont exprimés à l'occasion d'une rencontre sur le rôle de l'entreprise dans l'émergence de l'économie algérienne, organisée vendredi soir à Alger, par l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP).



### L'opération lancée jeudi dernier : La BDL officiellement cotée en Bourse

C'est effectif. La Banque de développement local (BDL) a officiellement rejoint la Bourse d'Alger avec le début de cotation de ses actions. L'introduction de la deuxième banque à la Bourse d'Alger marque une étape supplémentaire dans le processus de relance du marché financier du pays.

C'est ce jeudi que l'opération de cotation des actions de la BDL a été lancée au siège de la Bourse d'Alger par le directeur général du Trésor public, Hadj Mohamed Sebaa, représentant le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred. Pour M. Sebaa l'introduction de la BDL à la Bourse d'Alger « se veut un événement important » pour le secteur financier, voire « une étape supplémentaire » dans le processus de relance du marché financier du pays.



### Bourse d'Alger : La capitalisation atteint 5,4 milliards \$ après l'introduction de la BDL

La Banque de développement local (BDL) a rejoint la Bourse d'Alger, devenant ainsi la deuxième banque publique cotée après le Crédit Populaire d'Algérie. Cette opération vise à renforcer le financement des banques et à dynamiser le marché boursier algérien, actif depuis 1997.



## [Partenariat public-privé en Algérie : un projet de loi en cours de finalisation](#)

Le partenariat public-privé (PPP), mode de financement et de gestion des grands projets d'infrastructures socio-économiques, doit non seulement alléger le budget de l'Etat, mais aussi favoriser l'émergence de sociétés « championnes » dans ce secteur, ont souligné des responsables et des experts.

Lors d'une rencontre organisée vendredi à Alger par l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), les intervenants ont mis en évidence l'importance « cruciale » du PPP, dont un projet de loi est en cours de finalisation. Ce projet devrait stimuler l'investissement, particulièrement dans les infrastructures de base telles que les routes, les ports, le rail, les hôpitaux, et les services publics.



## [Bourse d'Alger : L'entrée de la BDL est effective](#)

La Banque de développement local (BDL) a été officiellement introduite, jeudi, à la Bourse d'Alger, d'où le début de cotation de ses actions, devenant ainsi la deuxième banque à rejoindre le marché financier.

L'opération de cotation des actions de la BDL a été lancée au siège de la Bourse d'Alger par le directeur général du Trésor public, Hadj Mohamed Sebaa, représentant le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, en présence du directeur général par intérim de la BDL, Mohamed Mebarek, et du directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs mobilières (SGBV), Yazid Benmouhoub, ainsi que du président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada, du délégué général de l'Association professionnelle des banques et des

établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid, et de cadres du secteur financier.



### **Dinar algérien : l'Algérie prend une décision historique**

Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Algérie renforce son cadre de prévention et ses procédures de lutte contre le blanchiment d'argent, notamment du dinar algérien, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Trois décrets exécutifs ont été consignés dans la dernière édition du Journal officiel n°18 du 13 mars, visant à renforcer le cadre de lutte contre ces financements illicites.



### **Devises en Algérie : la valeur de l'euro explose sur le marché noir**

La montée fulgurante de la valeur de l'euro sur le marché noir des devises en Algérie continue de capter l'attention des économistes et des citoyens. En quelques jours seulement, la monnaie unique européenne a enregistré une hausse significative face au dinar algérien, dépassant des seuils déjà élevés. Ce samedi 15 mars, l'euro s'échange contre 252 dinars à l'achat et 254 dinars à la vente, contre 248 et 252 dinars respectivement la veille. Cette flambée des prix illustre un déséquilibre persistant entre l'offre et la demande, alimenté par plusieurs facteurs économiques et structurels.



### **Partenariat public/privé: Le projet de loi en cours de finalisation**

L'avant-projet de loi relative au partenariat public privé (PPP) a été au centre des débats lors d'une rencontre sur «Le rôle de l'entreprise dans l'émergence de l'économie algérienne», organisée vendredi soir à Alger par l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep).

Ce projet qui est «en cours de finalisation» selon les intervenants, devrait stimuler l'investissement, particulièrement dans les infrastructures de base telles que les routes, les ports, le rail, les hôpitaux, et les services publics.

## بوالزرد يكشف تفاصيل جمركة المركبات المستوردة قبل 2025

### هذا جديد استيراد السيارات أقل من 3 سنوات

وضع وزير المالية، عبد الكريم بو الزرد، حدا للجدل المثار حول ملف السيارات المستعملة التي تم استيرادها من طرف الأشخاص المقيمين في الجزائر وجمركتها قبل صدور قانون المالية لسنة 2025، مؤكدا أنها لا تخضع لأحكام المادة 208، التي تنصّ على عدم إمكانية التنازل عنها لمدة 3 سنوات ابتداء من تاريخ جمركتها، إلا بعد استرداد الامتياز الجبائي الممنوح في هذا الصدد، وهذا بعد التجميد المؤقت لمنح البطاقات الرمادية لهذه السيارات من طرف مصالح وزارة الداخلية منذ شهر أكتوبر 2024.

## بداية تداول أسهم بنك التنمية المحلية في بورصة الجزائر

### خطوة إضافية لإعادة بعث السوق المالية

تم، أول أمس، الإدراج الرسمي لبنك التنمية المحلية في "بورصة الجزائر" وانطلاق التداول العلني بين المستثمرين لأسهمه، ليكون بذلك ثاني بنك يلتحق بالسوق المالية.

تم إعطاء إشارة الانطلاق الرسمي لتداول أسهم هذه المؤسسة المالية العمومية بمقر "بورصة الجزائر"، من طرف المدير العام للخزينة العمومية، حاج محمد سبيع، ممثلا لوزير المالية، عبد الكريم بو الزرد، بحضور المدير العام بالنيابة لبنك التنمية المحلية، محمد مبارك، المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم، يزيد بن موهوب، وكذا رئيس لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها "كوسوب"، يوسف بوزنادة، والمفوض العام للجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، رشيد بلعيد، وإطارات قطاع المالية.

## بداية تداول أسهم بنك التنمية المحلية في بورصة الجزائر

تم اليوم الخميس بالجزائر العاصمة، الإدراج الرسمي لبنك التنمية المحلية في بورصة الجزائر وانطلاق التداول العلني بين المستثمرين لأسهمه، ليكون بذلك ثاني بنك يلتحق بالسوق المالية.

وتم إعطاء إشارة الانطلاق الرسمي لتداول أسهم هذه المؤسسة المالية العمومية بمقر بورصة الجزائر، من طرف المدير العام للخزينة العمومية، حاج محمد سبع، ممثلاً لوزير المالية، عبد الكريم بو الزرد، بحضور المدير العام بالنيابة لبنك التنمية المحلية، محمد مبارك، المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم، يزيد بن موهوب، وكذا رئيس لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها "كوسوب"، يوسف بوزنادة، والمفوض العام للجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، رشيد بلعيد، بالإضافة إلى إدارات من قطاع المالية.

## مشاريع كبرى: الشراكة بين القطاعين العام والخاص لتعزيز الأداة الوطنية للإنجاز

أكد مسؤولون وخبراء أن الشراكة بين القطاعين العام والخاص كنمط لتمويل و ادارة المشاريع الكبرى للبنى التحتية الاقتصادية والاجتماعية، من شأنها المساهمة في تخفيف العبء على ميزانية الدولة و كذا المساهمة في بروز شركات "رائدة" في هذا القطاع.

وفي لقاء نظمه مساء يوم الجمعة الاتحاد الوطني للمقاولين العموميين بالعاصمة، أبرز المتدخلون "الأهمية القصوى" لهذا النوع من الشراكة الذي يوجد مشروع قانون خاص بها في مرحلته النهائية و الذي من شأنه تحفيز الاستثمار، لا سيما في مجال البنى التحتية مثل الطرق والموانئ والسكك الحديدية والمستشفيات والمرافق العامة.



## خبراء في لقاء الاتحاد الوطني للمقاولين العموميين:

### ”... 2025 سنة حاسمة” اقتصاديا للجزائر

أكد مسؤولون وخبراء أن الشراكة بين القطاعين العام والخاص كنمط لتمويل وإدارة المشاريع الكبرى للبنى التحتية الاقتصادية والاجتماعية من شأنها المساهمة في تخفيف العبء على ميزانية الدولة وكذا المساهمة في بروز شركات “رائدة” في هذا القطاع.

وفي لقاء نظمه، مساء الجمعة، الاتحاد الوطني للمقاولين العموميين بالعاصمة، أبرز المتدخلون “الأهمية القصوى” لهذا النوع من الشراكة الذي يوجد مشروع قانون خاص بها في مرحلته النهائية والذي من شأنه تحفيز الاستثمار، لاسيما في مجال البنى التحتية مثل الطرق والموانئ والسكك الحديدية والمستشفيات والمرافق العامة.



## اليورو يسجل ارتفاعا جديدا مقابل أقوى العملات العالمية

تمكنت عملة “اليورو” من تحقيق ارتفاع واسع النطاق، مقابل الدولار والجنيه الإسترليني والفرنك السويسري، وذلك بعد اتفاق الاحزاب الألمانية على صفقة مالية من شأنها تعزيز الإنفاق الدفاعي وإنعاش النمو في أكبر اقتصاد أوروبي.

وسجل اليورو ارتفاعا بنسبة 0.18 % ليصل إلى 1,087 دولار، ومقابل الجنيه الإسترليني، ارتفع اليورو بنسبة 0.3 % ليصل إلى 84.08 بنس، وارتفع بنسبة 0.5 % ليصل إلى 0.96 مقابل الفرنك السويسري.



### الجمارك تحجز 3 قناطر من الكيف المعالج بتيارت

تمكنت مصالح الجمارك بالتنسيق مع أفراد الجيش الوطني الشعبي وفي عملية نوعية من حجز 3 قناطر من الكيف المعالج في تيارت.

ووفقا لما أعلنته الجمارك، يوم أمس الخميس 13 مارس، تمكن أعوان الفرقة المتعددة المهام بالجمارك بالسوقر، التابعة لمفتشية الأقسام للجمارك بتيارت، وبإقليم اختصاص المديرية الجهوية للجمارك بالشلف، من تنفيذ عملية نوعية بالتنسيق مع أفراد الجيش الوطني الشعبي، أسفرت عن حجز 3 قناطر من الكيف المعالج.



### بداية تداول أسهم بنك التنمية المحلية في بورصة الجزائر

تم اليوم الخميس بالجزائر العاصمة، الإدراج الرسمي لبنك التنمية المحلية في بورصة الجزائر وانطلاق التداول العلني بين المستثمرين لأسهمه، ليكون بذلك ثاني بنك يلتحق بالسوق المالية.

وتم إعطاء إشارة الانطلاق الرسمي لتداول أسهم هذه المؤسسة المالية العمومية بمقر بورصة الجزائر. من طرف المدير العام للخزينة العمومية، حاج محمد سبع. ممثلا لوزير المالية، عبد الكريم بو الزرد. بحضور المدير العام بالنيابة لبنك التنمية المحلية، محمد مبارك. المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم، يزيد بن موهوب. وكذا رئيس لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها، "كوسوب". يوسف بوزنادة، والمفوض العام للجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، رشيد بلعيد، بالإضافة إلى إطارات من قطاع المالية.



### 2025 سيكون سنة حاسمة للاقتصاد الجزائري

أكد رئيس الاتحاد الوطني للمقاولين العموميين، شرف الدين عمارة، أن العام 2025 سيكون "سنة حاسمة" للجزائر على الصعيد الاقتصادي.

وجاء ذلك في لقاء نظمته الهيئة بالعاصمة حول "دور المؤسسة في بروز الاقتصاد الجزائري". حيث شدد عمارة على أهمية الفترة المقبلة بالنسبة لمستقبل البلاد.



### منها 30 ألف كلغ من الفريضة. إحباط محاولة تهريب المواد الغذائية المدعمة

تمكنت الفرقة المتنقلة التابعة لمفتشية أقسام الجمارك بإن قزام من إحباط عملية تهريب لكميات كبيرة من المواد الغذائية المدعمة، وذلك خلال عملية ميدانية مشتركة مع أفراد الجيش الوطني الشعبي.

وأسفرت العملية، التي تمت بفضل التفقيش الدقيق واحترافية الأعوان، عن حجز شاحنتين جرارتين بمقطورة. حيث تم ضبط 30.000 كلغ من مادة الفريضة، ضبط 16.250 كلغ من مادة السكر. حجز 20.400 علبة من الحليب بوزن 500 غرام



## LUTTE CONTRE BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME

### Le dispositif renforcé

*L'Algérie vient de renforcer son dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. En effet, trois décrets exécutifs ont été publiés dans le dernier Journal officiel du 13 mars en cours.*

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - Le premier texte définit la procédure de gel et/ou de saisie des fonds dans le cadre de la prévention et la lutte contre le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive. Son objet est de déterminer les modalités de gel ou de saisie des fonds prévus par la loi n°05-01 du 6 février 2005, modifiée et complétée, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies. Le texte cible «toute association, corps, ou groupe ou organisation, quelle que soit sa forme ou sa dénomination, dont le but ou les

activités tombent sous peine des dispositions de l'article 67 bis du code pénal».

Les services centraux de l'Etat, les banques, les institutions financières (...) sont tenus de procéder immédiatement et sans délai aux procédures de gel ou de saisie des avoirs afin d'empêcher que des fonds ou autre soient mis à la disposition, directement ou indirectement, des personnes et des entités ciblées.

Il interdit de fournir, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, ou conjointement avec des tiers, tout type de fonds ou de services financiers ou autres services connexes, ou de fournir ou de recevoir ou d'entrer en transaction financière avec des personnes, ou des entités inscrites sur la liste récapitulative des

sanctions ou avec des entités détenues ou contrôlées, par des personnes ou des entités figurant sur la même liste des sanctions, ou tout type de fonds, de services financiers ou autres services connexes pour des personnes ou entités agissant en leur nom ou sur leurs instructions.

Le gel ou la saisie se déclinent par une «interdiction temporaire du transfert, de la conversion, de la disposition ou du mouvement des fonds ou tout autre moyen de paiement ou le fait d'assumer, temporairement, la garde ou le contrôle des biens appartenant à des personnes ou entités inscrites sur la liste des sanctions ou contrôlées par elles pendant la durée de l'inscription». Les fonds concernés sont consignés au niveau du Trésor public jusqu'à restitution ou décision de confiscation et peuvent être utilisés pour les besoins des financements publics sous approbation du ministre des Finances

ainsi que du Conseil de sécurité de l'ONU. Le deuxième décret fixe les modalités d'inscription et de radiation de la liste nationale des personnes et entités terroristes et les effets qui en découlent.

Le dernier fixe la composition, l'organisation et le fonctionnement du comité de suivi des sanctions internationales ciblées.

Placé sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères, ce comité assure la liaison et la coopération avec les secrétaires des organes compétents du Conseil de sécurité et présente des demandes d'inscription et/ou de radiation des personnes ou d'entités sur les listes des sanctions.

Il veille à ce que les informations nécessaires soient collectées, dans les délais fixés, afin de préparer les réponses et fournir les informations supplémentaires demandées par les organes compétents du Conseil de sécurité.

K. A.



## BANQUES

# Introduction officielle de la BDL à la Bourse d'Alger

**La Banque de développement local (BDL) a été officiellement introduite, jeudi, à la Bourse d'Alger, d'où le début de cotation de ses actions, devenant ainsi la deuxième banque à rejoindre le marché financier.**

L'opération de cotation des actions de la BDL a été lancée au siège de la Bourse d'Alger par le directeur général du Trésor public, Hadj Mohamed Sebaa, représentant le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, en présence du directeur général par intérim de la BDL, Mohamed Mebarek, et du directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs mobilières (SGBV), Yazid Benmouhoub, ainsi que du président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob), Youcef Bouzenada, du délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), Rachid Belaïd, et de cadres du secteur financier.

A cette occasion, M. Sebaa a estimé que l'introduction de la BDL à la Bourse d'Alger «se veut un événement important» pour le secteur financier, voire «une étape supplémentaire» dans le processus de relance du marché financier du pays, ajoutant qu'il s'agit également d'une concrétisation du processus tracé par les pouvoirs publics pour le développement du système financier, traduisant la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le représentant du ministre des Finances a ajouté que cette étape «consacre les efforts du gouvernement visant à réformer et à moderniser le secteur financier, à réaliser l'inclusion financière, et à assurer tous les moyens pour mobiliser l'épargne nationale au service de l'économie, tout en diversifiant les sources de financement».

Pour sa part, M. Bouzenada a indiqué que cette introduction témoignait de la dynamique de la Bourse d'Alger, dont la valeur marchande a augmenté, l'année dernière, de 1000%, estimant que cet «exploit historique» a été réalisé à la faveur d'une vision ambitieuse et des engagements pris par le président de la République, outre la volonté et la détermination de tous les acteurs du marché». Dans ce contexte, il a mis en avant les efforts de la Cosob visant à améliorer le cadre réglementaire à travers la promulgation du nouveau règlement de la Bourse, en attendant la promulgation de la nouvelle réglementation des Fonds communs de placement à risques (FCPR), ainsi que d'un nouveau règlement concernant les informations à publier par les entreprises cotées en bourse pour renforcer la transparence.

M. Benmouhoub a, de son côté, estimé

que cette introduction en bourse avait «de nombreux indicateurs positifs», et confirmait une fois de plus que «le marché financier est une source importante de financement et un levier essentiel pour les entreprises en vue de l'expansion et de l'excellence».

La capitalisation de la Bourse d'Alger a augmenté grâce à cette nouvelle introduction, atteignant 733 milliards de DA, «ce qui reflète la confiance des investisseurs et des entreprises en ce marché prometteur, qui représente une nouvelle fenêtre pour davantage d'expansion», a-t-il souligné.

Et d'ajouter que d'autres sociétés publiques et privées devraient prochainement être introduites à la Bourse d'Alger, ce qui propulsera davantage le marché.

Le directeur général par intérim de la banque a, quant à lui, affirmé que cette introduction «constitue un événement crucial et marque le début d'une nouvelle ère dans l'histoire de la banque», ajoutant que l'entrée de la BDL en bourse «se veut un engagement, de sa part, à obtenir de meilleurs résultats, d'où l'impératif d'améliorer la gestion, renforcer le contrôle et la transparence, et développer des produits innovants suivant une vision moderne». L'introduction de la banque dans le compartiment principal des actions intervient après une opération de souscription réussie, au cours de laquelle l'ensemble des

actions proposées a été vendu, à savoir 44,2 millions d'actions pour une valeur de 61,88 milliards DA, soit 30% du capital de la banque.

L'opération de souscription a connu une forte affluence, la demande ayant dépassé le nombre d'actions proposées de près de 22%.

Les actions mises en vente ont été acquises par 27.418 souscripteurs, dont 26.489 personnes physiques (plus de 35 millions d'actions d'une valeur dépassant 49 milliards DA), 911 personnes morales (plus de 1,5 million d'actions pour plus de 10 milliards DA), et 18 investisseurs professionnels (plus de 7,6 millions d'actions d'une valeur de plus de 2 milliards DA).

Pour rappel, la période de l'offre de la BDL s'était étalée du 20 janvier au 20 février 2025, dans le but de mobiliser un montant de 61,88 milliards DA, dont 44,2 milliards DA destinés à l'augmentation du capital et 17,66 milliards DA en prime d'émission, permettant ainsi de porter son capital de 103,2 milliards DA à 147,4 milliards DA.

L'ouverture du capital de la BDL par le biais de la Bourse est la 2<sup>e</sup> opération du genre pour une banque publique, après celle qu'a connue le Crédit populaire d'Algérie (CPA) en 2024, devenant ainsi la 5<sup>e</sup> entreprise cotée en bourse.

APS

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

# Le projet de loi en cours de finalisation

● La nouvelle loi en attente depuis des années vise à combler un vide juridique pour permettre au secteur économique de participer aux grands projets d'infrastructures.

**L**e projet de loi sur le partenariat public-privé (PPP), en cours de finalisation, devrait stimuler l'investissement, particulièrement dans les infrastructures de base. C'est le cas pour les routes, les ports, le rail, les hôpitaux et les services publics. «La nouvelle loi en préparation vise à combler un vide juridique et à permettre au secteur économique dans son ensemble de participer pleinement aux grands projets d'infrastructures», a souligné à ce sujet le directeur général de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED), Salim Telidji. Et ce, lors d'une rencontre organisée vendredi par l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), sous le thème : «Le rôle de l'entreprise dans l'émergence de l'économie algérienne». Autre objectif assigné à cette loi : «Clarifier le champ d'application du PPP, établir un cadre organisationnel et institutionnel, et définir de manière précise les procédures d'attribution des contrats ainsi que les modalités de rémunération». Repris par l'APS, le DG de la CNED a également rappelé que l'Algérie a déjà adopté ce modèle pour certaines infrastructures socio-économiques dans les années 2000. Mais c'était dans le cadre de lois sectorielles, en l'absence d'un cadre juridique approprié. Détaillant les avantages du PPP, M. Telidji a souligné que ce modèle permet de soulager le budget de l'Etat, en mobilisant des financements privés pour des projets publics, tout en améliorant la gestion de ces projets et en favorisant l'outil national de réalisation. «De nombreux pays



Les secteurs publics et privés s'engagent à travailler ensemble

dans le monde utilisent ce modèle pour faire émerger des champions nationaux», a-t-il insisté. Et d'ajouter que l'Algérie dispose d'un grand nombre de sociétés dans divers secteurs susceptibles de tirer parti du PPP, une fois qu'un cadre juridique sera mis en place. Les intervenants à l'occasion de cette rencontre ont à l'unanimité mis en évidence l'importance «cruciale» du PPP comme mode de financement et de gestion des grands projets d'infrastructures socio-économiques. Le PPP, en plus d'alléger le budget de l'Etat, est également appelé à favoriser l'émergence de sociétés «championnes» dans ce secteur, ont souligné des responsables et des experts. Boubekeur Aït Abdellah, expert en infrastructures et logistique, également cité par l'APS, a, dans ce cadre, souligné que le

projet de loi sur le PPP «apportera une sécurité juridique, notamment pour le secteur privé, en encadrant cette activité et en clarifiant les concepts». Il a insisté sur l'importance de mener des actions de communication pour vulgariser ce mode de gestion de projets, notamment auprès des opérateurs économiques publics et privés, tout en appelant à l'élaboration de guides de bonnes pratiques «à mettre à la disposition des gestionnaires, afin de rendre les notions du PPP accessibles». Dans le cadre du PPP, faut-il le noter, une entreprise privée est chargée de financer, concevoir, construire, exploiter et entretenir une infrastructure en échange d'une rémunération, généralement sur une longue période, à la demande de l'Etat. Bien que l'Etat reste propriétaire de l'ouvrage, il délègue sa gestion et

son exploitation à un acteur privé pour une durée déterminée, pouvant aller jusqu'à 30 ans. Pour sa part, le président de l'UNEP, Charaf Eddine Amara, a affirmé que 2025 représente une «année décisive» pour l'Algérie, marquée par une «accélération économique» visant à atteindre un PIB de 400 milliards de dollars d'ici 2027.

Il a également souligné la contribution de l'UNEP, fondée il y a 35 ans, en tant que «force de proposition» dans la sphère socioéconomique nationale. M. Amara a rappelé, à cet égard, la création d'un think tank au sein de l'UNEP, un espace de réflexion animé par des experts, chercheurs et managers nationaux, dont les travaux serviront à formuler des propositions économiques concrètes.

Samira Imadatou

LE NAVIRE ÉTAIT INITIALEMENT DIRIGÉ VERS LE PORT D'ORAN

## SAISIE DE 200 KG DE COCAÏNE AU PORT D'ALGER

Les Douanes algériennes ont porté un nouveau coup dur au trafic de stupéfiants en interceptant, jeudi, une cargaison de 200 kilogrammes de cocaïne. La drogue dure, initialement destinée au port d'Oran, a été découverte à la suite d'un changement d'itinéraire du navire, redirigé vers le port d'Alger dans le cadre d'une nouvelle organisation des flux maritimes. Selon des sources douanières, une fouille approfondie a alors permis de révéler la présence de cette importante quantité de stupéfiants. Selon les premières informations, il a été établi que la drogue était dissimulée au fond d'un conteneur de produits cosmétiques et de coiffure, principalement de la kératine. L'importateur avait déclaré sa marchandise sous cette appellation, mais les contrôles douaniers ont révélé une double supercherie : non seulement la cargaison masquait une grande quantité de cocaïne, mais les produits eux-mêmes étaient des contrefaçons. Cette découverte soulève des interrogations sur l'ampleur et l'organisation du réseau criminel derrière cette opération. Cette saisie met en lumière la vigilance des Douanes, mais pose aussi une question troublante : La redirection du navire vers Alger a-t-elle permis de déjouer une complicité locale ? L'audace des trafiquants tentant d'introduire une telle quantité de cocaïne par le port d'Oran interroge sur les potentielles failles de sécurité au sein de cette infrastructure. Selon toujours nos sources, des enquêteurs ont été mis sur cette affaire de trafic de cocaïne. Ils explorent désormais plusieurs pistes, notamment la possible infiltration des circuits de transit maritime par des organisations criminelles. L'arrestation

de deux transitaires impliqués dans cette opération pourrait permettre d'en savoir plus : s'agit-il de simples exécutants ou de maillons clés d'un réseau plus vaste opérant sur plusieurs ports algériens ? Cette affaire rappelle la saisie historique de 701 kg de cocaïne en mai 2018 au port d'Oran, où la drogue était dissimulée dans un conteneur de viande surgelée en provenance du Brésil. Depuis, plusieurs opérations ont mis en évidence l'ampleur du trafic de cocaïne en Algérie. En décembre 2024, une saisie de 100,34 kg de cocaïne, d'une valeur de plus de 18 millions d'euros a eu lieu à Alger, confirmant une augmentation inquiétante de la consommation de cette drogue dure, notamment parmi les classes aisées du pays. Les autorités algériennes sont confrontées à des défis croissants pour lutter contre ce trafic qui semble s'intensifier en dépit des contrôles réguliers et poussés des différents services de sécurité. Le renforcement de la coopération internationale et l'augmentation des moyens de surveillance portuaire apparaissent désormais indispensables pour endiguer ce fléau. *« Cette opération réussie renforce la confiance dans les services douaniers, mais souligne l'urgence d'une enquête approfondie sur les méthodes des trafiquants pour infiltrer les infrastructures portuaires »*, confient des sources portuaires. Des mesures seront-elles prises pour combler les failles sécuritaires ou les trafiquants s'adapteront-ils en trouvant de nouveaux points d'entrée ? L'affaire, qualifiée de sensible, pourrait révéler d'autres ramifications dans les prochains jours. A suivre... M.-F. G.

## La bourse de l'Algérien a la cote

**M**û par la volonté de mettre le citoyen algérien dans des conditions de vie décentes, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé à une série d'augmentations graduelles des salaires des travailleurs. Améliorer le niveau de vie de « l'alpha et l'oméga de la République » était son dada durant la campagne électorale pour le deuxième mandat. Dernier engagement pris, le chef de l'État programme une hausse des mensualités atteignant la barre de 100%, d'ici l'année 2027. Et ça ne s'arrêtera pas là, les salariés se verraient arrondir les fins de mois à chaque fois que la situation financière de leur pays le permettrait. Bref, il est question de faire régner l'État social dans toutes ses dimensions. Et sur

le plan des salaires, l'Algérie a franchi un pas important. S'il fallait « certifier » la consolidation du pouvoir de l'achat de l'Algérien moyen, le site "Business Insider Afrique" en apporte la preuve. Ce média spécialisé a classé l'Algérie dans le Top 10 des pays africains où le pouvoir d'achat par habitant est le plus élevé en 2025.

La liste est établie à partir des perspectives de l'économie mondiale selon les prévisions du Fonds monétaire international. Ce médias met le curseur et distingue, à ce titre, trois pays. À savoir l'Égypte, l'Algérie et l'Afrique du Sud qui, selon les estimations de la Banque mondiale et du FMI, « affichent de meilleurs résultats lorsqu'ils sont mesurés en parité de pouvoir d'achat (PPA) plutôt qu'en PIB nominal. » (Le PPA étant une mesure économique essentielle qui permet de comparer les valeurs monétaires en

évaluant le coût d'un panier standard de biens dans différents pays.) Ce qui n'est pas le cas du Nigéria qui, malgré son statut de première économie d'Afrique, n'a pas atteint un niveau de pouvoir d'achat appréciable. L'Algérie, troisième puissance économique dans le continent, est ainsi classée à la 7e position en matière de pouvoir d'achat. Toutefois, ce classement qui atteste de l'amélioration appréciable du niveau de vie de l'Algérien est quelque peu contrarié par des pratiques « irrationnelles ». La spéculation illicite, pour bien nommer ce fléau, est le seul bémol. Autrement dit, la flambée des prix et le pouvoir d'achat ne font pas bon ménage. Car, au moment où l'État déploie d'énormes efforts pour maîtriser la hausse des prix pour mettre le citoyen à l'abri de dépenses insupportables, des forces contreproductives interviennent pour casser les bonnes dynamiques. Mais, l'État restera intraitable sur les préoccupations du citoyen. Une ligne rouge !

Farid Guellil

## تأكيدا لالتزام الجزائر بمواءمة التشريعات مع القرارات الأممية هذه كيفية حجز أموال الفساد وتمويل الإرهاب

حدد المشرع الجزائري كليات حجز الأموال المتصوص عليها في قانون الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها المعدل والمتمم، في إطار تطبيق قرارات مجلس الأمن لمنظمة الأمم المتحدة ذات الصلة.

نسرين - ج



● يقصد بقرارات مجلس الأمن ذات الصلة، حسب ما جاء في المرسوم التنفيذي الصادر في آخر عدد من الجريدة الرسمية، القرارات التي جاءت طبقا للفصل السابع من ميثاق الأمم المتحدة والمتعلقة بمكافحة الإرهاب وتمويله وتلك المتعلقة بمنع انتشار أسلحة الدمار الشامل وتمويله.

وتضم على الخصوص القرارات رقم 1267 و1989 بشأن تنظيمي القاعدة وداعش وسائر ما يرتبط بهما من أشخاص ومجموعات ومؤسسات وكيانات والقرار رقم 1988 بشأن حركة طالبان وسائر ما يرتبط بها من أشخاص ومجموعات ومؤسسات وكيانات، والقرارات رقم، 1737، 1874، 2231، 2321 والقرار رقم 2270، 2356، وجميع

القرارات الحالية واللاحقة. وجاء في نص المرسوم أن جهات مجلس الأمن المختصة هي لجان العقوبات التابعة لمجلس الأمن لمنظمة الأمم المتحدة التي أنشئت بشأن التنظيمات الإرهابية العالمية.

ويحدد القانون إجراءات الإطلاع ونشر وتبليغ قائمة العقوبات الموحدة وتحديثاتها، لا ولاهي قائمه تسجل فيها الهوية الكاملة للأشخاص والمعلومات الخاصة بجميع الكيانات المعنية لتدبير العقوبات المالية المستهدفة التي فرضتها مجلس الأمن والمرتبطة بالإرهاب وتمويله أو منع انتشار أسلحة الدمار الشامل وتمويله بما يشمل كذلك فواتم مجلس الأمن ذات الصلة.

ووفق نص المادة 3 تقوم الهيئة المتخصصة بنشر على موقعها الإلكتروني الرسمي قائمة العقوبات الموحدة وأي تحديثات تطرأ عليها بالإنجليزية أو العرف أو التعديل، فور صدورها ونشرها بالموقع الإلكتروني الرسمي لمجلس الأمن لمنظمة الأمم المتحدة، وتعممها بكل وسيلة تراها مناسبة، حتى ولو صادف تاريخ النشر أيام العطلة الرسمية أو عطلة نهاية الأسبوع.

ويعتبر نشر قائمة العقوبات الموحدة بالموقع الإلكتروني الرسمي للهيئة المتخصصة بمثابة تبليغ للقائمين بالتنفيذ لمباشرة إجراءات التجميد أو حجز أموال وممتلكات الأشخاص والكيانات المسجلة في تلك القائمة واتخاذ الإجراءات اللازمة لحظر نشاطها.

وفيما يتعلق بكيفية تنفيذ قرارات مجلس الأمن المتضمنة التسجيل في قائمة العقوبات الموحدة أو الشطب منها وقرارات رفع التجميد أو الحجز، جاء في نص المادة 4: أنه بمجرد نشر قائمة العقوبات الموحدة أو أي تحديثات تطرأ عليها بالإضافة أو الحذف أو التعديل بالموقع الإلكتروني الرسمي للهيئة المتخصصة، يلزم القائمون بالتنفيذ فوراً ودون تأخير ودون سابق إنذار

إجراءات تجميد أو حجز الأموال، مع مراعاة حقوق الغير وحسن النية، وتبلغ بذلك الهيئة المتخصصة وسلطات الضبط والرقابة والإشراف فوراً ودون تأخير ودون سابق إنذار.

كما يجب على القائمين بالتنفيذ فوراً ودون تأخير ودون سابق إنذار لتطبيق مجموعة من الإجراءات تتعلق بتجميد الأموال العائدة للأشخاص والكيانات المسجلة أسماؤهم بقائمة العقوبات الموحدة، وليس فقط تلك التي

تتعلق بالأموال العائدة للأشخاص والكيانات المسجلة أسماؤهم بقائمة العقوبات الموحدة، وليس فقط تلك التي يمكن حصر استخدامها في فعل إرهابي أو مؤامرة أو تهديد بعينه أو مؤامرة أو تهديد، يتصل بانتشار أسلحة الدمار الشامل، مع مراعاة حقوق الغير وحسن النية، وأيضا الامتناع بشكل كلي عن توفير أي أموال أو موارد اقتصادية أو خدمات مالية أو خدمات أخرى ذات صلة، سواء أكان ذلك بشكل مباشر أو غير مباشر أو بالتعاون مع أطراف أخرى، وكذا الأموال المكتسبة من أو الناشئة عن أموال مملوكة للأشخاص أو الكيانات المسجلة في القائمة أو يتحكمون فيها بشكل مباشر أو غير مباشر، لصالح الأشخاص والكيانات المسجلة في القائمة، والكيانات التي يملكونها أو يتحكمون فيها بشكل مباشر أو غير مباشر وكذلك لصالح الأطراف التي تعمل نيابة عن أو تحت توجيه الأشخاص أو الكيانات المسجلة، إلا في حالة توفر ترخيص أو تفويض سلم وفقا لقرارات مجلس الأمن ذات الصلة.

ومن بين الإجراءات أيضا السماح بإضافة فواتم أو أرباح أو أي عائدات أخرى مستحقة إلى الحسابات المجمدة، وأيضا رفع التجميد أو الحجز عن الأموال التي يملكها الشخص أو الكيان الذي تم شطب اسمه من قائمة العقوبات الموحدة فوراً ودون تأخير ودون سابق إنذار مع السماح بالتعامل في الجزء المعفى من الأموال المجمدة أو المحجوزة فور استلام ما يفيد ذلك.

ن ج

بتجميد "و/ أو" حجز أموال الأشخاص والكيانات المسجلة أسماؤهم في هذه القائمة.

كما تلزم المؤسسات المالية المحددة والجمعيات وسلطات الضبط والرقابة والإشراف بالتسجيل في الموقع الإلكتروني الرسمي للهيئة المتخصصة وتوفير عنوان بريد إلكتروني خاص بها لاستلام الإخطارات المتعلقة بالتسجيل في القائمة والتحديثات الطارئة عليها.

ويمكن للقائمين بالتنفيذ، للقيام بمهامهم، أن يطلبوا مساعدة الهيئة المتخصصة كما تضع الهيئة المتخصصة تحت تصرف القائمين بالتنفيذ كل الوسائل التي تسمح لهم بالاتصال بها، وتلزم المادة 5 سلطات الضبط والرقابة والإشراف بمساعدة والزام الخاضعين بتنفيذ ما تضمنته قرارات مجلس الأمن ذات الصلة.

ووفق نص المادة السادسة، يجب على القائمين بالتنفيذ الإطلاع بصفة دائمة ومستمرة بغرض التأكد إن كان الأشخاص أو الكيانات المسجلة أسماؤهم بقائمة العقوبات الموحدة المنشورة على الموقع الإلكتروني الرسمي للهيئة المتخصصة من بين ذياتهم أو مرتقبهم.

ويجب أن يتأكد القائمون بالتنفيذ، بصفة دائمة ومستمرة، إن كانت بحوزتهم أموال تعود للأشخاص أو للكيانات المسجلة أسماؤهم في قائمة العقوبات الموحدة المنشورة بالموقع الإلكتروني الرسمي للهيئة المتخصصة.

ويلزم القائمون بالتنفيذ أيضا بقصص قائمة العقوبات الموحدة والبحث عن أسماء الزبائن المحتملين وأسماء المستفيدين الحقيقيين وكذا أسماء الأشخاص والكيانات التي لها علاقة مباشرة أو غير مباشرة معهم.

وإذا كانت نتائج عمليات الأبحاث في ملفات الزبائن أو موكلتهم أو المستفيدين الحقيقيين والمعاملات إيجابية يتولى القائمون بالتنفيذ تطبيق، فوراً ودون تأخير ودون إشعار مسبق،

## مع الإدراج الرسمي للمؤسسة المصرفية الشروع في تداول أسهم بنك التنمية المحلية في بورصة الجزائر



س. ح. م.

● تم الإدراج الرسمي لبنك التنمية المحلية في بورصة الجزائر، وانطلاق التداول العلني لأسهمه بين المستثمرين. ويعد هذا الإدراج خطوة تجعل البنك ثاني مؤسسة مصرفية تنضم إلى السوق المالية. وجاء تداول أسهم البنك خلال حفل أقيم في مقر بورصة الجزائر، برئاسة حاج محمد سبع، المدير العام للخزينة العمومية، ممثلاً لوزير المالية. وحضر الحفل محمد مبارك، المدير العام بالنيابة لبنك التنمية المحلية، ويزيد بن موهوب، المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم، ويوسف بوزنادة، رئيس لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها "كوسوب"، بالإضافة إلى رشيد بلعيد، المشوئ العام للجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية. وأكد حاج محمد سبع أن إدراج البنك يمثل "حدثاً هاماً" في القطاع المالي، ووصفه بأنه "خطوة إضافية" في مسار إعادة إحياء السوق المالي الجزائري. وأضاف أن الخطوة تجسد التزام السلطات العمومية بتطوير المنظومة المالية، تماشياً مع الرؤية التي أقرها رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، مشيراً أن الإدراج يعكس جهود الحكومة في إصلاح القطاع المالي، وعصرنته، وتحقيق الشمول المالي، وتعزيز قدرته على تعبئة الادخار الوطني لدعم الاقتصاد وتنويع مصادر التمويل. من جانبه، أكد يوسف بوزنادة أن الإدراج يعكس الحركية التي تشهدها بورصة الجزائر، وأن القيمة السوقية للبورصة ارتفعت بنسبة ألف بالمائة خلال السنة الأخيرة. ووصف الإنجاز بـ"التاريخي"، وثمرة رؤية طموحة والتزامات رسمها رئيس الجمهورية، بالإضافة إلى إرادة وعزيمة جميع الفاعلين في السوق المالي. يذكر أن إدراج بنك التنمية المحلية تم في القسم الرئيسي للأسهم، بعد نجاح عملية الاكتتاب التي شهدت بيع كامل الأسهم المطروحة، والمقدرة بـ 44.2 مليون سهم بقيمة إجمالية بلغت 61.88 مليار دينار جزائري، أي ما يعادل 30 بالمائة من رأسمال البنك.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger